

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/G/129

31 août 2004

(04-3526)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RWANDA

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement du Rwanda est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Rwanda.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION	5
II. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES	5
1) APERÇU	5
2) RÉSULTATS PAR SECTEUR	6
i) <i>Agriculture et activités connexes</i>	6
ii) <i>Secteurs manufacturier et artisanal</i>	7
iii) <i>Industries extractives et énergie</i>	8
iv) <i>Services</i>	8
III. POLITIQUE COMMERCIALE	11
1) OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	11
2) FORMULATION ET EXÉCUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	11
3) POLITIQUES SECTORIELLES	11
i) <i>Agriculture et élevage</i>	11
ii) <i>Commerce, industrie et artisanat</i>	12
iii) <i>Tourisme</i>	12
iv) <i>Investissement</i>	12
v) <i>Normalisation</i>	13
IV. RÉSULTATS DU COMMERCE EXTÉRIEUR	14
V. ACCORDS COMMERCIAUX	14
1) APERÇU	14
2) PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE	16
3) ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE	16
VI. CONCLUSION	17

I. INTRODUCTION

1. Le Rwanda est un pays d'Afrique centrale, sans littoral maritime, et d'une superficie de 26 300 km². Les pays limitrophes sont le Burundi au sud, la République démocratique du Congo à l'ouest, l'Ouganda au nord, et la Tanzanie à l'est. Sa population a été estimée à 8,2 millions en 2002, dont plus de 90 pour cent vivent en milieu rural; de 315 habitants par kilomètre carré, sa densité de population est la plus élevée en Afrique.

2. Le Rwanda porte toujours les séquelles économiques du génocide, telles que les carences en infrastructures et en main-d'œuvre qualifiée ainsi que les dépenses publiques afférentes au maintien en prison d'un nombre élevé de personnes attendant d'être jugées pour des crimes liés au génocide. Le budget demeure dépendant de l'aide extérieure (45 dollars EU par habitant et 9,2 pour cent du PIB en 1999).

3. L'agriculture emploie plus de 90 pour cent de la population active et compte pour environ 44 pour cent du PIB réel du Rwanda, contre près de 10 pour cent pour les activités manufacturières et près de 46 pour cent pour les services en 2001. La contribution du secteur minier augmente, notamment pour le coltan, le wolframite et la cassitérite, dont l'exploitation et l'exportation se sont accrues en 2001. Le faible niveau d'investissements étrangers, en partie dû à l'insécurité dans la région, ne favorise pas la diversification de la structure de production et d'exportation. L'absence de diversification rend le Rwanda vulnérable aux chocs exogènes d'ordre climatique ou résultant des fluctuations des marchés internationaux.

4. Les exportations sont concentrées dans les produits primaires, notamment le café et le thé (les principales cultures de rente), et le coltan; ces trois produits comptaient pour 77 pour cent des exportations en 2002. La part des produits manufacturés est restée très faible, en dépit de la volonté du gouvernement de promouvoir les exportations de produits non traditionnels. Les réexportations, principalement à destination de la RDC, ont compté en 2002 pour près de 16 pour cent des exportations globales.

5. Les importations rwandaises sont dominées par les produits manufacturés (notamment les machines et le matériel de transport). L'augmentation des importations des biens de consommation, des équipements de télécommunication et des machines de bureau reflète la reprise économique, et en particulier l'expansion des activités de services. Les produits alimentaires et les produits d'industries extractives, notamment les produits pétroliers, sont les autres principales catégories de biens importés au Rwanda.

II. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

1) APERÇU

6. Le Rwanda poursuit son programme de reconstruction, financé en partie par l'aide extérieure. Il a été en mesure de rattraper son niveau économique de 1990, son PIB réel en 2000 atteignant celui de cette époque. Malgré un recul des termes d'échange de près de 40 pour cent entre 2000 et 2002 (à cause de la chute des cours du café et du coltan), le PIB réel a progressé de 9,4 pour cent en 2002 (comparé à 6 pour cent en 2000 et 6,7 pour cent en 2001), grâce aux activités de construction et à l'agriculture. La croissance pour 2003 a été estimée à environ 3,5 pour cent.

7. Le régime de change a été partiellement libéralisé en 1995, et toutes les transactions courantes ont été libéralisées en 1998. Conformément au Règlement du change, le produit des exportations doit être rapatrié dans un délai de trois mois à compter de la date de la sortie physique des marchandises et doit être cédé sur le marché des changes ou conservé en monnaie étrangère sur des comptes ouverts

dans les banques agréées. En cas de survenance d'un événement imprévu qui retarde le rapatriement, la Banque nationale du Rwanda (BNR) doit en être avisée. L'obligation de cession de devises a été supprimée en 1997, ce qui a permis aux exportateurs de disposer de la totalité de leurs recettes d'exportations pour effectuer des opérations courantes. Toutefois, l'obligation de rapatriement de devises est toujours en vigueur.

8. Le niveau des recettes publiques a été amélioré, grâce à l'amélioration de la collecte des recettes douanières; l'introduction de la TVA en 2001 et l'augmentation de son taux d'imposition de 15 à 18 pour cent; l'introduction de droits d'accise sur les véhicules; la mise en place d'un système d'audit fiscal pour les grandes entreprises afin de réduire l'évasion fiscale; et l'assujettissement de toute prestation ou allocation salariale à l'impôt sur les revenus. Ces mesures ont permis d'accroître les recettes publiques de 9,7 pour cent du PIB en 2002 à 11 pour cent en 2003. Un système mensuel de contrôle des dépenses et des mesures visant à réduire les dépenses extrabudgétaires a été mis en place. Le déficit public (hors dons) s'est situé entre 8 et 10 pour cent du PIB entre 1998 et 2001, avant de s'aggraver en 2002 (11 pour cent) et en 2003 (12,1 pour cent). Ceci est principalement dû à des dépenses exceptionnelles (évaluées à 4,7 pour cent du PIB en 2003) liées à la démobilisation de soldats, à la tenue d'élections, à l'augmentation de la réserve stratégique de pétrole et à l'acquisition d'équipements pour le secteur de la santé.

2) RÉSULTATS PAR SECTEUR

i) Agriculture et activités connexes

9. L'agriculture est la pierre angulaire de l'économie rwandaise et représente 44 pour cent du PIB. Quatre-vingt-dix pour cent de la population active rwandaise est employée dans le secteur agricole (y compris la production végétale et animale, la pêche, l'exploitation forestière, et activités connexes), réside dans des zones rurales et dépend fortement de ce secteur.

10. La productivité agricole est depuis longtemps à la baisse du fait de la dégradation de l'environnement et de la perte de fertilité des sols à cause de leur surexploitation; d'une utilisation limitée des intrants modernes; et d'un morcellement excessif des terrains. Cette baisse est également due au fait que, sous la pression démographique, les agriculteurs ont été contraints d'exploiter des terrains moins fertiles en bas des collines. Par ailleurs, en général, les méthodes culturales demeurent traditionnelles.

11. La production agricole est avant tout familiale et de subsistance, avec près de 80 pour cent des fermes ne dépassant pas 1 hectare. L'élevage est en développement. La pêche et l'exploitation forestière ne sont pas suffisamment développées. Les bananes, les patates douces, le manioc, les haricots et le sorgho sont les principaux produits vivriers cultivés. Les principales cultures commerciales sont le thé et le café, qui fournissent plus de la moitié des revenus d'exportation. Une troisième culture industrielle (pyrèthre) a été relancée au milieu des années 90, et d'autres produits agricoles, comme les fleurs et les grenadilles, commencent à être cultivés. Le Rwanda est un importateur net de produits alimentaires; ses importations de céréales, d'huiles végétales et animales, de sucre et de produits laitiers ont représenté 16,3 pour cent des importations totales de marchandises en 2002.

12. Les principaux objectifs de la politique agricole du Rwanda sont la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la promotion des exportations et la protection de l'environnement. La stratégie agricole, développée dans le document "Rwanda Vision 2020", vise à transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture de marché, et à réduire la population travaillant dans le secteur de 90 à 50 pour cent en deux décennies. Il s'agit d'améliorer l'utilisation des sols, leur

conservation et gestion; de développer le marché foncier, celui des intrants et celui des produits finals; d'améliorer les méthodes de production à travers la recherche, les services de vulgarisation et d'information, et l'intensification de l'utilisation des intrants modernes; de promouvoir le crédit rural et autres mécanismes financiers; de promouvoir la formation des groupements d'agriculteurs et des associations professionnelles; et d'améliorer le stockage, les places de marchés et l'infrastructure routière afin de réduire l'isolement des agriculteurs. Il est également prévu d'encourager la diversification des cultures et des produits plus rémunérateurs et plus nutritifs tels que les pommes de terre, le manioc, le maïs, le sorgho, le blé et le soja, à travers une spécialisation régionale basée sur l'avantage comparatif. Pour l'instant, cinq cultures, à savoir haricot, maïs, pomme de terre, riz et soja, ont été déclarées prioritaires.

13. La contribution de la pêche au PIB réel reste faible; elle a été estimée pour l'année 2002 à 0,33 pour cent. Suite au génocide de 1994, la production avait chuté à moins de 2 000 tonnes de prises par an. Cependant, grâce aux efforts de réhabilitation et de redynamisation, la production a connu une augmentation importante et a atteint 7 100 tonnes en 2001; elle a été estimée à 7 000 tonnes pour 2002.

14. Le gouvernement envisage le développement du sous-secteur de la pêche à travers différents programmes visant l'augmentation de la productivité au moyen de la réhabilitation et de l'amélioration du stock halieutique; la gestion des lacs par une approche participative; le renforcement des associations de pêcheurs et pisciculteurs; et le désengagement de l'État des activités de production et de commercialisation grâce à la privatisation des pêcheries et stations piscicoles étatiques, afin de se concentrer sur les activités de planification, de recherche et de vulgarisation de nouvelles technologies de production.

ii) Secteurs manufacturier et artisanal

15. Le secteur manufacturier est encore au stade embryonnaire. En 2001, le secteur employait moins de 2 pour cent de la population active (22 356 employés en 2000) et sa contribution au PIB réel a été estimée à 8,6 pour cent au titre de 2001 (10,5 pour cent en 1996). Les exportations de produits manufacturés restent très limitées et concernent presque exclusivement les produits agro-industriels, notamment le thé, le café et le pyrèthre. En dehors de ces produits, l'industrie agroalimentaire reste peu développée, produisant principalement pour le marché intérieur.

16. En 2001, le Rwanda possédait 111 entreprises manufacturières (petites, moyennes et grandes). Le secteur manufacturier est dominé par l'industrie alimentaire (45 établissements dont 15 dans la production de café et de thé, et près de 70 pour cent des emplois industriels de 24 603 personnes dont 15 pour cent dans les branches du thé et du café). L'industrie de meubles compte dix établissements, et celles de publication et d'imprimerie et de fabrication d'autres produits chimiques comptent chacune 13. Le secteur manufacturier est dominé par les petites entreprises – 88 entreprises ont moins de 100 employés; huit établissements ont une main-d'œuvre supérieure à 500 salariés (les filières du thé, textile et ciment). En 2000, environ 77 pour cent des salariés du secteur étaient employés par 22 entreprises publiques ou paraétatiques.

17. La production manufacturière est centrée sur la fabrication de biens, tels que les boissons, le textile, le tabac, le ciment, ainsi que le thé et le café. Trois branches (boissons et produits à base de tabac, produits alimentaires, et produits chimiques) assuraient environ 66 pour cent de la production en 2002. Près de deux tiers des entreprises sont localisées dans la ville de Kigali.

18. L'objectif principal de la politique industrielle est la réduction de la pauvreté. Selon la Vision 2020, le gouvernement envisage de diriger les investissements vers l'industrie légère tournée

vers la transformation des ressources locales et de centrer son attention sur la diversification de l'économie, sa compétitivité et son orientation vers les exportations. Pour ce faire, des fiches détaillées sur les ressources locales, leur disponibilité et les marchés sont mises à la disposition des investisseurs. Le gouvernement compte également développer l'infrastructure adéquate (notamment le transport, la communication, l'eau et l'énergie) et un environnement légal favorable. Il envisage également de promouvoir les transformations locales à travers l'instauration de zones économiques franches et d'accélérer le processus de privatisation.

19. La politique nationale en matière d'artisanat fournit les principales orientations concernant le développement de ce secteur. Le texte en est disponible et en cours d'adoption par le gouvernement. Bien que le secteur ait un fort potentiel d'exportation, il est entravé par les problèmes suivants: insuffisance de la formation professionnelle et à l'esprit d'entreprise des artisans, possibilités d'accès au financement, nouveaux débouchés pour les produits, etc.

20. L'organisation de l'artisanat vise notamment à mettre en place une unité de coordination au niveau national et un soutien aux initiatives de base dans les districts (groupements professionnels) et les provinces (chambres des métiers régionales) où les artisans s'organisent eux-mêmes. Cette unité jouera un rôle essentiel. Elle sera chargée de créer des conditions propices à la croissance du secteur (formation à l'esprit d'entreprise, diffusion de renseignements, organisation de réunions, liens entre l'artisanat et les pouvoirs publics). Le gouvernement du Rwanda a rédigé un projet de loi sur l'organisation de l'artisanat au Rwanda, qui est examiné actuellement par les parties prenantes intéressées.

iii) Industries extractives et énergie

21. L'industrie minière emploie un peu plus de 600 salariés, et sa contribution au PIB réel en 2001 était de 0,2 pour cent. Les minerais les plus exploités sont la cassitérite, le colombo-tantalite (coltan) et le wolfram; leurs productions en 2001 étaient de 555, 395 et 162 tonnes, respectivement. Comme les autres secteurs, le secteur minier a souffert du génocide de 1994; en 2001 la production minière était à 77 pour cent de son niveau de 1990. L'industrie minière exporte la totalité de sa production. En 2002, les exportations du secteur représentaient 35,5 pour cent des exportations totales de marchandises. Le Ministère en charge des mines accorde les différents types de permis – la concession, le permis spécial d'exploitation, et l'autorisation temporaire de recherche et d'exploitation minière. La concession minière est valable 30 ans et renouvelable plusieurs fois pour des périodes de 15 ans. Un nouveau code minier est en cours d'adoption; il vise à aider les investisseurs dans ce secteur.

22. Le permis spécial d'exploitation est réservé à l'exploitation artisanale ou à la production restreinte et aux associations de production artisanale.

23. Le gouvernement envisage d'extraire du gaz méthane du lac Kivu afin de résoudre le problème de la pénurie d'énergie. Il prévoit comme alternatives à la production traditionnelle d'énergie, l'établissement de microcentrales, l'utilisation de l'énergie solaire et éolienne (surtout en milieu rural), la géothermie, l'utilisation de la tourbe ou encore du gaz méthane du lac Kivu, dont les réserves ont été estimées à 55 milliards de m³. Quant à l'énergie solaire, un projet pilote d'électrification de 30 villages est à l'étude à la Banque mondiale.

iv) Services

24. Les services comptaient pour plus de 45 pour cent du PIB réel en 2002. Les sous-secteurs les plus importants sont ceux du commerce de gros et de détail (entre 9 et 10 pour cent du PIB), l'administration publique (7 pour cent du PIB), et les services de transport et de communication, dont

la part du PIB est passée d'autour de 4,1 pour cent en 1997 à 7,5 pour cent en 2002. Les services financiers sont peu développés, comptant pour environ 3 pour cent du PIB.

25. Les atouts touristiques du Rwanda consistent essentiellement en des attractions naturelles: le parc national des volcans (nord-ouest du pays) est le site le plus visité – il abrite les gorilles de montagne; le parc national de l'Akagera (à l'est); le parc national de Nyungwe (au sud-ouest); et le lac Kivu. Ces atouts touristiques sont gérés par l'Office rwandais pour le tourisme et les parcs nationaux (ORTPN). La promotion de l'écotourisme, du tourisme culturel et du tourisme domestique est une priorité particulière.

26. Tout opérateur touristique désirant s'établir au Rwanda doit s'enregistrer auprès de l'Office rwandais pour la promotion des investissements (ORPI). Les licences ou les permis nécessaires à l'établissement et la gestion des hôtels sont gratuitement délivrés. Le gouvernement a préparé une loi-cadre pour le tourisme; la loi est appuyée par des décrets portant sur les activités des agences et des bureaux de voyages, ainsi que sur les normes et classifications relatives aux restaurants et aux hôtels. La création d'un Fonds rwandais du développement du tourisme est également envisagée.

27. Le secteur des télécommunications est régi par la Loi n° 44/2001 du 30 novembre 2001 organisant les télécommunications. Une agence de régulation des services d'utilité publique et son organe suprême, le Conseil de régulation, ont été mis sur pied en 2001. Les licences standard sont délivrées en quatre semaines par le Conseil de régulation et les licences individuelles en trois mois par l'autorité compétente, sur avis du Conseil. La loi impose également une obligation d'interconnexion des réseaux, si celle-ci est demandée par l'un des opérateurs de télécommunications publiques.

28. La loi oblige les opérateurs de télécommunications publiques à offrir aux particuliers et organisations une connexion au service de téléphone public dans la région du Rwanda pour laquelle leur licence individuelle a été délivrée. Il est également créé un "fonds d'accès universel", alimenté par les contributions des opérateurs de télécommunications publiques. Les contributions sont fixées par le Conseil de régulation (au maximum 4 pour cent du chiffre d'affaires). L'objectif du fonds est de faciliter l'accès le plus large possible aux services de téléphone public partout au Rwanda. Les exploitants de réseaux publics et les prestataires de services téléphoniques publics fixent eux-mêmes leurs tarifs qu'ils soumettent au Conseil de régulation. Celui-ci peut leur demander de réduire leurs prix à un niveau qui reflète les coûts de fourniture du service. Les tarifs d'interconnexion négociés entre les opérateurs doivent également respecter le principe d'orientation vers les coûts réels.

29. Actuellement, il existe au Rwanda deux opérateurs de téléphonie fixe – Rwandatel et Artel (pour la téléphonie rurale). Rwandatel demeure propriétaire du réseau; l'interconnexion est régie par des accords entre opérateurs. Deux licences ont été accordées en 2003 – l'une à Rwandacell pour la téléphonie fixe et l'autre à Rwandatel pour la téléphonie mobile. Le gouvernement du Rwanda envisage la privatisation de Rwandatel.

30. Le sous-secteur bancaire au Rwanda comprend: la Banque nationale du Rwanda (BNR), la Banque commerciale du Rwanda (BCR), la Banque à la Confiance (BANCOR), la Compagnie Générale des Banques (COGEBANQUE), la BACAR, la Banque de commerce et du développement de l'industrie (BCDI), la Caisse hypothécaire du Rwanda, la Banque rwandaise de développement, l'Union des banques populaires du Rwanda (UBPR, un regroupement des coopératives d'épargne et de crédit), et Duterimbere, une institution spécialisée en microfinance. Les parts de l'État dans la BCR et la BACAR sont actuellement en vente auprès du public.

31. Selon les dispositions de la Loi de 1999 portant réglementation des banques et autres établissements financiers, la BNR est chargée d'assurer la réglementation et la supervision du système

bancaire. L'agrément de la BNR est nécessaire pour l'établissement de toute institution financière ou succursale. Un dossier de demande d'agrément doit être transmis à la BNR. Ce dossier doit, notamment, préciser l'objet de l'institution à créer, communiquer la composition détaillée de l'actionnariat, et comporter une étude de faisabilité fournissant des projections financières sur une période de cinq ans, avec indication des hypothèses sur lesquelles ces projections reposent. Il doit être versé auprès de la BNR une dotation minimale, ainsi qu'une redevance; les montants exigés varient selon la forme et la fonction de l'institution. Depuis 2001, le capital minimum requis est de 1,5 milliard de FRw pour les banques commerciales, 3 milliards de FRw pour les banques d'investissement ou de développement, 500 millions pour les banques d'affaires; 200 millions pour les organismes de collecte de l'épargne, 300 millions pour les établissements financiers de crédit, 10 millions pour les établissements à caractère associatif ou coopératif, commissionnaires ou courtiers et bureaux de change, et 100 millions pour les organismes de gestion de portefeuille. Cette exigence s'applique tant aux établissements étrangers que rwandais.

32. La direction d'une banque ou d'un établissement financier doit être assurée par une personne ayant le statut de résident, c'est-à-dire une personne physique dont le domicile est situé au Rwanda, ou une personne morale dont le lieu d'enregistrement ou le lieu où elle gère ses activités est situé au Rwanda. Les conditions d'accès à la profession de banquier au Rwanda sont semblables à celles relatives à l'exercice de la fonction de dirigeant. L'accès à la profession de banquier n'est pas limité aux personnes résidentes; il n'y a pas d'exigences spécifiques imposées aux étrangers voulant exercer la profession de banquier.

33. Le sous-secteur des assurances comprend trois compagnies commerciales, la SONARWA, la COGEAR, et la SORAS, ainsi que la Compagnie d'assurances et de réassurances du Rwanda (CORAR), qui offrent la gamme traditionnelle de produits d'assurance (vie, santé, biens).

34. Selon la Loi de 1982 sur les conditions d'exploitation des assurances, l'exercice des activités d'assurances est exclusivement réservé aux personnes morales de droit rwandais. La loi fixe aussi un seuil minimal de 30 pour cent pour la participation rwandaise au capital de toute société d'assurance. Une Commission nationale de contrôle des assurances, placée sous la tutelle du Ministère chargé des finances, a été créée en 2002 pour examiner la conformité des compagnies aux conditions d'agrément. La Commission est aussi chargée de la supervision du sous-secteur, notamment la solvabilité des compagnies, et les primes d'assurance sont fixées, pour l'instant, par les compagnies elles-mêmes.

35. Le réseau routier du Rwanda couvre environ 14 000 kilomètres, dont 7,3 pour cent sont asphaltés. Malgré une densité routière de 0,52 km au kilomètre carré, l'une des plus élevées d'Afrique, le mauvais état des routes (notamment celles non asphaltées) et leur faible maillage rendent difficile l'accès aux marchés intérieurs: il est estimé que près de 50 pour cent de la population, vivant pour la plupart en zones rurales, se trouve à plus d'une heure d'un marché. Les grandes distances séparant le Rwanda des ports maritimes (plus de 1 500 km) et l'état des infrastructures de transports terrestres dans la sous-région imposent une taxe implicite (sur le commerce international) de plus de 160 dollars EU par tonne.

36. Les principales priorités sont de poursuivre la réhabilitation des routes endommagées par le conflit de 1994, d'augmenter le pourcentage de routes asphaltées et d'assurer le maintien de l'infrastructure routière existante. Le gouvernement a ouvert le marché des travaux routiers aux entreprises privées. Les services de transports publics sont ouverts à la concurrence privée.

III. POLITIQUE COMMERCIALE

1) OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

37. Le Rwanda considère le commerce comme un facteur essentiel de croissance économique. À cet égard, sa politique commerciale vise principalement à contribuer au développement social et économique du pays et à la réduction de la pauvreté, comme il est stipulé dans Vision 2020.

38. En conséquence, le Rwanda procède actuellement à l'intégration de la politique commerciale dans un cadre stratégique plus large, après la mise en œuvre du Cadre intégré.

39. Le programme "Rwanda Vision 2020" a pour ambition de hausser le Rwanda en 20 ans au rang des pays à revenu moyen. Il vise aussi la bonne gouvernance politique et économique, la transformation économique rurale, le développement des services (surtout le tourisme et les technologies de l'information et de la communication), de l'industrie (surtout le textile) et des ressources humaines, le développement et la promotion du secteur privé, et l'intégration économique régionale et internationale.

40. Pour atteindre ses objectifs, le Rwanda entend accélérer sa croissance économique; stimuler son économie à travers des programmes orientés vers les régions défavorisées; promouvoir la sécurité alimentaire à travers l'utilisation de semences sélectionnées, de l'engrais, et l'amélioration des moyens de stockage; diversifier ses exportations; encourager ses petites et moyennes entreprises; et utiliser d'une manière plus efficiente ses ressources naturelles et humaines. Il reconnaît que le développement du secteur privé nécessite une libéralisation plus importante, la privatisation et le renforcement du partenariat public-privé.

2) FORMULATION ET EXÉCUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

41. La politique commerciale du gouvernement est formulée et mise en application principalement par le Ministère du commerce, de l'industrie, de la promotion des investissements, du tourisme et des coopératives, en collaboration avec le Ministère des finances et de la planification économique. Selon les sujets, la coordination de cette politique est assurée par d'autres ministères concernés et des institutions s'occupant de questions en rapport avec le commerce. Le secteur privé est également consulté lors de ce processus.

3) POLITIQUES SECTORIELLES

42. Le Rwanda entend agir comme suit:

i) Agriculture et élevage

- Développer le secteur du café en sélectionnant un café de qualité supérieure qui soit compétitif au niveau mondial.
- Privatiser les plantations de thé et leurs coopératives en vue d'accroître la production.
- Développer le secteur du pyrèthre afin d'améliorer le niveau de vie de la population grâce à l'exportation de ce produit à valeur ajoutée.
- Encourager les agriculteurs à moderniser et à professionnaliser leurs méthodes de culture.

- Faciliter aux agriculteurs l'accès à des financements à faibles taux d'intérêt et créer un fonds de garantie.
- Accroître la production et la valeur ajoutée des produits agricoles et des produits laitiers afin d'en réduire l'importation.
- Augmenter le nombre des agro-industries et développer la construction d'entrepôts de céréales dans l'ensemble du pays.

ii) Commerce, industrie et artisanat

- Renforcer le forum de partenariat économique entre les secteurs public et privé afin de défendre les intérêts des consommateurs et des milieux d'affaires et de favoriser le développement économique.
- Le gouvernement continuera à simplifier les lois et réglementations régissant le commerce, l'industrie et l'artisanat.
- Renforcer les capacités des acteurs opérant dans les domaines du commerce, de l'industrie ou de l'artisanat.
- Promouvoir les produits industriels et artisanaux rwandais sur les marchés internationaux.
- Sensibiliser les milieux d'affaires, les industriels et les artisans afin qu'ils améliorent les normes de qualité de leurs produits.
- Encourager les industriels à créer des usines d'assemblage au Rwanda qui produisent de la valeur ajoutée, afin de développer nos compétences, d'accroître nos exportations et de réduire les importations de matériel nécessaire.

iii) Tourisme

43. Le gouvernement s'emploiera principalement à identifier et développer tous les sites touristiques, y compris les lacs, les volcans, les rivières, les parcs nationaux et autres sites traditionnels attractifs du Rwanda.

iv) Investissement

44. Dans le domaine de l'investissement, le gouvernement axera ses efforts sur le renforcement de la sécurité et de la stabilité macro-économique afin d'encourager l'investissement dans le pays. Le Rwanda a créé un organisme à cet effet, l'Office rwandais pour la promotion des investissements (ORPI), dont les principaux objectifs sont les suivants:

- promouvoir les possibilités d'investissement pour les investisseurs nationaux et étrangers;
- faciliter l'établissement et la bonne exécution des projets d'investissement;
- faciliter la création d'entreprises et la production destinée à l'exportation;

- conseiller le gouvernement au sujet d'autres politiques et soutenir l'investissement dans le pays.

45. L'Office sert de guichet unique pour les investisseurs au Rwanda et est chargé:

- de recevoir et d'instruire les demandes d'enregistrement de projets;
- de s'acquitter des fonctions du guichet unique;
- de fournir tout autre soutien et assistance dont les investisseurs peuvent avoir besoin pour établir et exécuter leurs projets.

v) Normalisation

46. Comme le commerce mondial accorde de l'importance aux normes, à la qualité et à la sécurité des produits et des services, l'Office rwandais de normalisation a été créé afin de promouvoir la conformité des produits et des services avec les normes. Cela contribue à créer la confiance dans les produits et les services rwandais, ce qui a pour effet de stimuler le commerce et de relever le niveau de vie de la population.

47. L'Office rwandais de normalisation a été mis en place par le gouvernement rwandais avec les objectifs suivants:

- améliorer l'économie rwandaise en renforçant la compétitivité des produits et des services rwandais sur les marchés locaux, régionaux et internationaux;
- protéger la santé et la sécurité des personnes grâce à la mise en œuvre de la normalisation;
- fournir des renseignements en matière de normalisation aux citoyens rwandais et en particulier aux milieux d'affaires;
- créer un point d'information national actif afin de pouvoir recueillir et diffuser des renseignements sur l'OMC et les OTC;
- mettre fin au dumping et à la contrefaçon au Rwanda et, partant, promouvoir un commerce équitable.

48. L'Office rwandais de normalisation entend réaliser les objectifs susmentionnés en s'acquittant de ses principales fonctions, à savoir:

- élaborer des normes nationales;
- appliquer les normes déjà établies;
- créer des laboratoires d'essai appropriés aux fins de l'évaluation de la conformité;
- créer des laboratoires de métrologie afin d'offrir des services d'étalonnage;
- mettre en place un système de certification des produits et des services;

- accroître le renforcement des capacités en faveur des entreprises et des milieux d'affaires.

49. Le Rwanda a entrepris différentes réformes afin de reconstruire son économie. Il a fait des progrès importants dans la libéralisation de son économie et la révision de son système de taxation en réduisant les taux des droits de douane et des taxes, et en introduisant la TVA en 2001. Dans le but d'améliorer la collecte des recettes, l'Office rwandais des recettes a été établi en 1997.

IV. RÉSULTATS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

50. Le Rwanda exporte principalement du café, du thé, du pyrèthre, des fleurs et de la maracuja.

51. Le Rwanda doit faire face à différents problèmes pour accéder aux marchés étrangers, notamment les suivants:

- baisse des prix internationaux des produits de base;
- offre limitée de produits d'exportation (tributaire de produits très peu nombreux et traditionnels);
- manque de renseignements sur les marchés étrangers;
- nos produits d'exportation sont expédiés vers les marchés étrangers à l'état brut (sans valeur ajoutée);
- insuffisance des capacités humaines et institutionnelles;
- les obstacles non tarifaires, qui comprennent les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires, aggravent la situation.

V. ACCORDS COMMERCIAUX

1) APERÇU

52. La politique du Rwanda en matière de commerce extérieur est destinée à créer un environnement propice à l'intégration régionale et internationale, afin de promouvoir les produits rwandais sur les marchés internationaux. Pour atteindre cet objectif, le Rwanda participe à des accords multilatéraux et régionaux avec l'OMC, le COMESA, la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et la Communauté économique africaine (CEA). Le Rwanda a fait la demande pour devenir membre de la SADC et de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

53. Le Rwanda accorde au moins le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) à tous ses partenaires commerciaux. Il reconnaît le rôle positif que peut jouer un système commercial multilatéral équitable et fondé sur des règles afin de promouvoir la croissance économique et le commerce au niveau mondial et de relever le niveau de vie de sa population.

54. S'agissant des accords commerciaux préférentiels, le Rwanda bénéficie de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), de l'Initiative "Tout sauf les armes" mise en place par l'Union européenne, et de l'Accord de Cotonou entre les pays ACP et l'UE.

55. Le Rwanda se félicite de la décision des États-Unis de proroger l'AGOA jusqu'en 2015. Il demande à tous les Membres de l'OMC de soutenir cette décision qui, comme d'autres initiatives en faveur de l'Afrique, permettra à ce continent marginalisé d'avoir un accès aux marchés pour ses produits.

56. Le Rwanda est reconnaissant à tous les pays qui, comme le Canada, le Japon et l'Australie, ont décidé d'ouvrir leurs marchés aux produits originaires des PMA, et il encourage d'autres pays Membres à faire de même.

57. Le Rwanda a conclu des accords commerciaux bilatéraux avec l'Afrique du Sud, le Burundi, le Kenya, Maurice, l'Ouganda, la République démocratique du Congo et la Tanzanie. La conclusion d'accords bilatéraux avec d'autres pays est en cours.

58. Le Rwanda, en tant que PMA, a besoin d'une assistance technique importante de la part de la communauté internationale afin de pouvoir profiter pleinement de sa participation au système commercial multilatéral.

59. Le Rwanda a été admis à bénéficier du Cadre intégré révisé pour l'assistance technique et le renforcement des capacités; il demande que soit accélérée l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) afin que le commerce soit pleinement intégré dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

60. Le Rwanda n'est pas en mesure de présenter toutes les notifications de base exigées par les divers Accords de l'OMC, pour la simple raison qu'il manque de compétences dans ce domaine.

61. Le Rwanda procède actuellement à l'établissement d'un Comité national pour les questions liées à l'OMC, dont les principales fonctions seront les suivantes:

- étudier et analyser les dispositions de l'OMC et leurs effets probables sur l'économie du pays;
- suivre en permanence la mise en œuvre des Accords de l'OMC au Rwanda afin que le pays puisse en tirer un profit maximum;
- fournir aux secteurs public et privé l'analyse nécessaire sur les nouvelles conditions d'accès aux marchés, afin de leur permettre d'identifier les possibilités commerciales immédiates et potentielles qu'offrent le Cycle d'Uruguay et le Programme de Doha pour le développement, tant sur les marchés traditionnels que sur les marchés non traditionnels;
- fournir au gouvernement des renseignements adéquats sur l'incidence sectorielle des accords pertinents qui lui permettent d'étudier les politiques actuelles et futures en vue de les adapter à l'évolution de la conjoncture;
- aider le gouvernement à identifier les obligations qui exigent que soient adoptées de nouvelles lois ou pratiques administratives nationales, ou que soient modifiées celles qui existent déjà, pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC;
- formuler des recommandations concernant les grandes options que le gouvernement pourrait adopter.

2) PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE

62. Le Rwanda a commencé à mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane le 1^{er} janvier 2004 en remplaçant la Définition de la valeur de Bruxelles par le Code de la valeur en douane de l'OMC.

63. Le Rwanda n'est pas en mesure d'appliquer les taux consolidés avant le Cycle d'Uruguay, pour la simple raison que ces taux sont inférieurs à ceux du COMESA et que, en tant que PMA, il dépend des impositions comme source de recettes. Il a le mérite d'avoir consolidé la totalité de ses lignes tarifaires; en conséquence, il demande aux Membres de l'OMC de le soutenir au cours du processus de négociation sur les reconsolidations auquel il entend participer, afin de parvenir à des résultats fructueux. En fait, ces anciens engagements ont été contractés pendant la période coloniale et comprennent la Liste II du Benelux (Section Congo belge et Rwanda-Urundi), le Protocole de Torquay du 21 avril 1951 et le sixième Protocole de concessions additionnelles du 23 mai 1956.

3) ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE

64. Le Rwanda est préoccupé par la marginalisation persistante des PMA au sein du système commercial multilatéral.

65. Le Rwanda a besoin de diversifier sa production et de remédier aux contraintes en ce qui concerne l'offre afin de bénéficier pleinement de l'accès préférentiel aux marchés qu'offrent certains pays développés et d'améliorer sa compétitivité dans l'économie mondiale.

66. Contrairement à d'autres pays en développement, le Rwanda n'a pas beaucoup bénéficié jusqu'à présent de l'assistance technique concrète de l'OMC, mis à part l'établissement du Centre de référence de l'OMC en juin 2003 et l'organisation au niveau national des séminaires suivants:

- examen des politiques commerciales (juin 2003);
- système commercial multilatéral (octobre 2003);
- atelier sur l'évaluation en douane (juin 2004).

67. Les besoins du Rwanda en matière d'assistance technique liée au commerce concernent principalement les domaines suivants qui présentent un intérêt pour le pays:

- promotion des produits rwandais sur les marchés extérieurs;
- développement de la capacité institutionnelle;
- mise en œuvre des accords commerciaux;
- mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), obstacles techniques au commerce (OTC);
- renforcement des capacités dans le domaine des négociations commerciales.

68. Le Rwanda se félicite de la décision du Groupe de travail du Cadre intégré visant à le faire bénéficier du programme d'assistance technique du Cadre intégré, qui lui permettra d'intégrer le commerce dans le CSLP et de remédier aux contraintes en ce qui concerne l'offre. Nous remercions

la Banque mondiale d'avoir mené à bien l'examen technique du Rwanda dans les meilleurs délais et demandons que soit accélérée l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC).

69. Le Rwanda avait demandé en 2002 à bénéficier du Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP) et nous demandons encore à toutes les parties prenantes de faciliter sa participation à ce programme. Le JITAP aidera le Rwanda à s'intégrer au système commercial multilatéral, avec les objectifs suivants:

- renforcer la capacité nationale afin de comprendre les Accords de l'OMC et leurs implications;
- aider le Rwanda à mettre sa politique et son cadre réglementaire en conformité avec les Accords de l'OMC;
- renforcer la capacité du pays de tirer parti des Accords en améliorant sa capacité d'exportation.

70. Le Rwanda accueille avec satisfaction le mémorandum d'accord signé à Cancún entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'OMC, qui officialise une relation plus étroite entre ces deux organisations. Nous attendons donc de l'ONUDI qu'elle soutienne le Rwanda dans ses efforts pour remédier aux contraintes en ce qui concerne l'offre grâce à la diversification et en ajoutant de la valeur à ses exportations.

VI. CONCLUSION

71. Le Rwanda poursuivra son processus de libéralisation des échanges dans le cadre stratégique général qui prévoit de renforcer la croissance économique et d'accroître la transformation structurelle, le secteur privé jouant un rôle essentiel comme moteur de la croissance alors que le gouvernement assurera un environnement propice au commerce et à l'investissement.

72. Le renforcement de la croissance économique et la transformation sont considérés comme une condition préalable à la réduction de la pauvreté et doivent s'accomplir à travers des domaines stratégiques déterminés qui offrent un fort potentiel de croissance et dans lesquels le Rwanda pourrait avoir un avantage comparatif tant au niveau régional qu'au niveau international.

73. Le Rwanda continuera de soutenir les efforts de l'OMC et reconnaît le rôle positif qu'un système commercial multilatéral équitable et fondé sur des règles peut jouer pour promouvoir la croissance économique et le commerce au niveau mondial et favoriser le développement du pays.

74. Le Rwanda reconnaît que la coopération technique liée au commerce est une condition nécessaire à son intégration et à sa participation active au système commercial multilatéral dans le processus de réduction de la pauvreté. À cet égard, le Cadre intégré est un instrument potentiellement viable pour atteindre cet objectif. Par conséquent, les donateurs sont instamment invités à contribuer pleinement à la mise en œuvre du Cadre intégré au Rwanda.